

Réhabiliter le modèle agricole et rural européen. D'une PAC à une autre

Pierre Boulanger

Fondation : Albanie | France-élections législatives | Belgique-élections législatives | Lettonie-élection présidentielle **Présidence** : UE-Asie | Proche-Orient | UE-Japon | Conférence e-justice | Parlement euro-méditerranéen de la jeunesse **Conseil** : Emploi et Affaires sociales **Commission** : UE-Brésil | Nutrition-obésité | VIH/Sida | Tabac | Serbie **Parlement** : Moyen-Orient **Conseil de l'Europe** : Lutte contre le terrorisme **Réforme institutionnelle** : Espagne-France | France-Italie | Pays-Bas | Italie-Pologne | Espagne-Pays Bas | Finlande | Grèce **Allemagne** : Réchauffement climatique **Bulgarie** : Démissions **France** : Union méditerranéenne | OMC-Agriculture | TGV Est **Lituanie** : Défense antimissile **République tchèque** : Déficit public **Roumanie** : Appel à démission **Russie** : Traité FCE | Missiles pointés vers l'Europe? **Serbie** : Coopération avec le TPIY? **Turquie** : Mode de scrutin présidentiel **Ukraine** : Fin de la crise? **ONU** : Kosovo **Agence européenne des produits chimiques** : Entrée en vigueur **Eurobaromètre** : Don d'organe **Eurostat** : Chômage | PIB | Comptes des secteurs institutionnels **Rapports** : Contrefaçon | Cohésion économique et sociale | Eaux de baignade

Agenda | Abonnement et plus d'infos

Fondation :

Albanie

La Fondation Robert Schuman, représentée par Jean Dominique Giuliani et Xavier de Villepin, inaugurerait le 31 mai la première place Robert Schuman d'Albanie au centre de la ville historique de Berat, à 120 km au sud de la capitale Tirana. Ce déplacement était l'occasion de plaider pour les valeurs européennes de paix, de réconciliation et de coopération entre les Etats, mais aussi d'étudier la situation en Albanie, au Kosovo et d'évoquer les relations bilatérales avec plusieurs responsables politiques, dont le Premier ministre Sali Berisha.

[Lire](#) | [Autre lien](#)

France-élections législatives

Les Français éliront les 10 et 17 juin prochains les 577 membres de l'Assemblée nationale, Chambre basse du Parlement. Ils choisiront parmi 7 639 candidats dont 3 177 candidates. Selon les dernières enquêtes d'opinion, l'UMP, alliée au Nouveau centre (ex UDF qui ont rejoint Nicolas Sarkozy), recueillerait 42% des suffrages (soit entre 410 et 430 sièges). Le PS, allié au Parti radical de gauche (PRG) et au Mouvement républicain et citoyen (MRC), obtiendrait 27% des voix (entre 101 et 142 sièges). Le MoDem (ex-UDF restés avec François Bayrou), obtiendrait 10% des suffrages, mais ne remporterait qu'entre 2 et 6 députés. Le PCF, avec 4%, obtiendrait entre 4 et 10 sièges, les Verts avec 3%, entre 1 et 3 députés, et le MPF avec 1,5%, entre 2 et 3 députés.

[Lire](#)

Belgique-élections législatives

Les Belges sont appelés à renouveler le 10 juin les deux Chambres du Parlement, soit les 71 Sénateurs et les 150 membres de la Chambre des représentants. Le scrutin se déroule selon un système de représentation proportionnelle intégrale à la plus forte moyenne. La question est de savoir qui sera le Premier ministre. Traditionnellement, ce poste revient au leader de la principale famille politique, ce qui avantage les néerlandophones. A une semaine du scrutin, Yves Leterme, président du Parti démocrate-chrétien flamand (CD&V) et ministre-président de Flandre, est favori pour succéder à Guy Verhofstadt (Libéraux et démocrates, Open VLD). En Flandre, le Parti démocrate-chrétien allié à la Nouvelle alliance (N-VA), obtiendrait 29,9% des

suffrages devançant le Vlaams Belang (VB) 20,7%, le Parti socialiste-Spirit 20,4%, les Libéraux et démocrates 17,3% et Groen (G) 8,4%. En Wallonie, le Mouvement réformateur est crédité de 34,9% des voix devançant Le Parti socialiste 29,6%, le Centre démocrate humaniste 20,4% et Ecolo 11,7%.

[Lire](#) _____ ▲

Lettonie-élection présidentielle

Le Président de la République de Lettonie est élu par les 100 membres de la Saeima, Chambre unique du Parlement. Valdis Zatlers, candidat soutenu par les 4 partis de la coalition gouvernementale (Parti du peuple (TP) du Premier ministre Aigars Kalvitis, Premier de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC), Union des fermiers et des verts (ZZS) et Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK), a été élu, le 31 mai, dès le 1er tour de scrutin, en recueillant 58 suffrages contre 39 à son adversaire, l'ancien président de la Cour constitutionnelle, Aivars Endzins, soutenu par le Centre de l'harmonie (SC) et par Nouvelle ère (JL). Valdis Zatlers prendra officiellement ses fonctions le 7 juillet prochain, date à laquelle expire le 2e mandat de l'actuelle Présidente, Vaira Vike-Freiberga.

[Lire](#) _____ ▲

Présidence :

UE-Asie

Lors de la 8ème Conférence des ministres des Affaires étrangères de l'ASEM les 28 et 29 mai à Hambourg, il a été rappelé que les 45 membres de la coopération ASEM représentaient désormais 60 % des échanges mondiaux, 58 % de la population mondiale et environ 50 % des performances économiques internationales. Le rôle de l'ASEM en tant que principale enceinte pour les relations Asie-Europe est donc déterminante, de même que sa capacité à peser sur l'ordre mondial. Les objectifs de coopération sont le renforcement du multilatéralisme et la recherche de réponses aux défis mondiaux de la mondialisation, de la compétitivité, du développement durable et du dialogue culturel et interconfessionnel.

[Lire](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Proche-Orient

Le 30 mai, le Quartette pour le Proche-Orient (Nations Unies, Union européenne, Etats-Unis et Russie) s'est réuni pour évoquer notamment l'escalade de la violence entre Israéliens et Palestiniens. Il a appelé à un retour immédiat au cessez-le-feu. Pour parvenir à un apaisement durable de la situation, il est indispensable de concrétiser les perspectives politiques qui permettront de résoudre le conflit israélo-palestinien. Le Quartette a décidé de se réunir de nouveau avec les parties au conflit dans la région au mois de juin. Le dialogue avec la Ligue arabe sera également poursuivi.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

UE-Japon

Le 29 mai, les ministres des Affaires étrangères de la Troïka de l'Union européenne (Allemagne, Portugal, Slovaquie) ont rencontré une délégation du Japon d'évoquer les relations entre l'Union européenne et le Japon, leur partenariat stratégique étroit et des questions d'actualité dans la perspective du sommet UE-Japon le 5 juin prochain à Berlin. Ils ont exprimé leur inquiétude quant à la stabilité et au développement en Asie centrale et ont accepté de prendre des responsabilités pour la reconstruction et la stabilisation de l'Afghanistan.

[Lire](#) _____ ▲

Conférence e-justice

Plus de 500 experts et acteurs de la justice venus d'Europe, des Etats-Unis et d'Asie ont discuté et analysé les chances offertes par l'utilisation transfrontalière des technologies de l'information et de la communication dans la justice lors de la conférence "Work on E-Justice" le 30 mai à Brême. "Les technologies de l'information et de la communication modernes augmentent l'efficacité de la justice et permettent aux justiciables et aux entreprises un accès plus rapide et plus facile pour obtenir leur droit (...) Dans un espace européen de liberté, de sécurité et de justice aux frontières perméables, l'assistance informatisée de la justice ne doit pas non plus prendre fin aux frontières intérieures." a déclaré la ministre allemande de la Justice, Brigitte Zypries.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

[Parlement euro-méditerranéen de la jeunesse](#)

Plus de 100 jeunes issus des 27 Etats membres de l'Union européenne se sont réunis, du 26 mai au 3 juin, avec des représentants de 11 Etats voisins de la mer Méditerranée à l'occasion du Parlement euro-méditerranéen de la jeunesse. L'objectif est d'encourager le dialogue entre les Etats membres et leurs partenaires au sud et à l'est de la mer Méditerranée, de gommer les préjugés et de jeter des ponts interculturels.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Conseil :

[Emploi et Affaires sociales](#)

Les 27 ministres européens de l'Emploi et des Affaires sociales ont adopté des conclusions visant à mettre en œuvre une Alliance européenne pour les familles et ont examiné un rapport intermédiaire du Comité de la protection sociale sur les services d'intérêt général. Ils n'ont, en revanche, pas réussi à se mettre d'accord sur la proposition de directive concernant la portabilité des droits à une pension complémentaire dont l'objectif est de renforcer la qualité des droits des affiliés aux régimes de retraite complémentaire, afin d'améliorer les conditions de libre circulation des travailleurs et de mobilité professionnelle à l'intérieur des États membres.

[Lire](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Commission :

[UE-Brésil](#)

Dans une communication adoptée le 30 mai, la Commission propose d'initier un partenariat stratégique avec le Brésil lors du 1er sommet UE-Brésil le 4 juillet prochain à Lisbonne. Le Brésil joue un rôle de plus en plus important sur la scène internationale, son influence régionale est croissante et les liens bilatéraux qui l'unissent à l'UE sont étroits. La Commission propose de coopérer étroitement en matière de lutte contre la pauvreté et les inégalités, sur les questions environnementales, et en particulier le changement climatique, la protection des forêts, la gestion de l'eau et la biodiversité, sur l'énergie, sur le renforcement de la stabilité et de la prospérité en Amérique latine et sur la coopération en matière d'intégration régionale avec le Mercosur dans la perspective de conclure un accord UE-Mercosur.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

[Nutrition-obésité](#)

La Commission a adopté, le 30 mai, un livre blanc intitulé "Stratégie européenne pour les problèmes de santé liés à la nutrition, la surcharge pondérale et l'obésité" qui souligne l'importance d'une alimentation saine et les vertus de l'exercice physique et qui demande à l'industrie alimentaire de revoir ses recettes afin de contribuer à l'amélioration de l'alimentation des consommateurs. Dans la majorité des États membres, plus de la moitié des adultes souffrent de surcharge pondérale ou d'obésité, ainsi que plus de 21 millions de jeunes Européens, un nombre qui augmente de 400 000 personnes chaque année.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

[VIH/Sida](#)

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, s'est engagé, le 31 mai, à mettre 100 millions d'euro à la disposition du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme en 2007. Il a proposé de compléter cette somme par 300 millions d'euro durant les trois années à venir. La contribution totale de l'UE au Fonds mondial atteindrait donc 400 millions d'euro sur une période de quatre ans.

[Lire](#) _____ ▲

[Tabac](#)

La Commission a lancé, le 31 mai, à l'occasion de la journée mondiale sans tabac, un service d'accompagnement personnalisé par courrier électronique, le "web coaching", destiné à aider les personnes qui souhaitent arrêter de fumer. Dès leur enregistrement, ces personnes reçoivent des e-mails, à intervalles réguliers, pour les aider dans leur processus de sevrage. Le premier mois, cet e-mail est quotidien. A partir du deuxième mois, des relances permettent de vérifier qu'elles n'ont pas craqué et des coachs leur donnent des conseils concrets pour améliorer leur vie d'ex-fumeur.

[Lire](#) _____ ▲

Serbie

La présidence allemande de l'Union européenne "salue" l'arrestation de l'ex-général serbe bosniaque Zdravko Tolimir et "se félicite de la coopération entre les autorités de la sécurité de la Bosnie-Herzégovine et de la Serbie". L'Union européenne a donc décidé de reprendre ses négociations de rapprochement avec la Serbie après l'arrestation du criminel de guerre serbe bosniaque Zdravko Tolimir, a annoncé le commissaire européen à l'Élargissement, Olli Rehn. "La Commission décidera de la date du prochain tour de discussions après le retour de Serbie du procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie Carla del Ponte", a-t-il ajouté.

[Lire](#) | [Autre lien](#)

Parlement :

Moyen-Orient

Le Président du Parlement européen, Hans-Gert Pöttering, était en visite officielle dans les territoires palestiniens, en Israël et en Jordanie du 28 mai au 3 juin. Il a rencontré le président palestinien, Mahmoud Abbas, la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Livni, et le Roi Abdullah de Jordanie. Il a fait une allocution devant la Knesset israélienne et s'est entretenu avec des leaders religieux et des représentants de groupes minoritaires en Israël.

[Lire](#) | [Autre lien](#)

Conseil de l'Europe :

Lutte contre le terrorisme

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Terry Davis, a annoncé, le 1er juin, l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention sur la prévention du terrorisme: "Cette nouvelle arme apporte une réponse énergique et efficace à la menace terroriste. Elle permet à nos gouvernements d'intervenir rapidement et avec efficacité, et d'empêcher les terroristes de mettre leur plan d'attentat à exécution". Cette Convention est le premier traité international à ériger en infractions pénales plusieurs activités susceptibles d'aboutir à la commission d'attentats, telles que l'incitation au terrorisme, le recrutement et l'entraînement à des fins terroristes. En modifiant les accords existants sur l'extradition et l'entraide judiciaire, elle renforce également la coopération internationale en matière de prévention.

[Lire](#)

Réforme institutionnelle :

Espagne-France

Le président français, Nicolas Sarkozy, et le Premier ministre espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, sont tombés d'accord, le 31 mai à Madrid, sur l'importance de s'entendre rapidement à 27 sur un traité afin de relancer une construction européenne au point mort depuis deux ans. "Un pays qui a voté 'oui', un pays qui a voté 'non' partagent la même analyse et la même volonté(...)" L'Europe doit avancer, elle ne doit pas rester immobile. Il faut aller vite parce que l'Europe a déjà perdu trop de temps. Il faut un nouveau traité sur le contenu duquel nous sommes extrêmement proches pour pouvoir débloquer la situation" a indiqué Nicolas Sarkozy. José Luis Zapatero, dont le pays a ratifié la Constitution européenne par référendum avec 76 % de oui le 20 février 2005, a souligné que "l'un des objectifs pour lesquels on doit conclure ce traité, c'est la politique d'immigration". Il a toutefois tenu à citer un certain nombre de "points essentiels qui doivent être dans le traité" : la majorité qualifiée, la réforme du fonctionnement du Conseil européen, la présidence stable de l'UE et un ministre européen des affaires étrangères.

[Lire](#) | [Autre lien](#)

France-Italie

Le président français Nicolas Sarkozy a reçu, le 28 mai, le président du conseil italien, Romano Prodi, pour discuter de la relance institutionnelle. Romano Prodi a souligné que les discussions avaient "principalement porté sur ce que nous souhaitons y voir mentionner, et nous sommes entièrement d'accord sur les principaux points". Les deux responsables sont favorables aux principaux changements institutionnels comme la réforme des règles de vote et une augmentation du recours au vote à la majorité qualifiée, la mise en place d'une présidence permanente de l'UE et la création d'un ministre européen des affaires étrangères. "Nous souhaitons avoir une

Union européenne qui ne soit pas paralysée par les droits de veto. Nous ne voulons pas subir le problème de l'unanimité du vote" indique le communiqué commun à l'issue de la rencontre.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Pays-Bas

Une majorité de Néerlandais souhaite l'organisation d'un second référendum sur un éventuel nouveau traité européen, selon un sondage paru le 28 mai, deux ans après la victoire du "non" en France et aux Pays-Bas. 65% des 1 200 Néerlandais interrogés par l'institut Maurice de Hond ont déclaré vouloir être de nouveau consultés. En outre, 57% des Néerlandais approuvent les propos tenus la semaine dernière par leur Premier ministre, Jan Peter Balkenende, selon lequel le rôle des parlements nationaux doit être renforcé dans l'élaboration de la législation européenne. Enfin, ce sondage montre que 65% des Néerlandais ne sont pas favorables aux négociations d'adhésion avec la Turquie.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Italie-Pologne

Le Président du Conseil italien, Romano Prodi, a rencontré, le 30 mai, le président Lech Kaczynski et son frère, Jaroslaw, Premier ministre. Il a fait part, à l'issue de cette rencontre, de divergences de vues importantes sur la réforme institutionnelle, même s'il a tenté de les convaincre qu'une Europe forte était dans l'intérêt de tous les Etats membres. Mais le Premier ministre polonais a déclaré que la Pologne était prête "à mourir" pour imposer ses vues sur le nouveau traité européen. A trois semaines du Conseil européen, la Pologne souhaite toujours modifier le système de vote dans les instances européennes et espère que l'UE adoptera un nouveau mode de calcul fondé sur la racine carrée du nombre des habitants (en millions) de chaque Etat-membre que la Pologne juge plus favorable pour elle.

[Lire](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Espagne-Pays Bas

Le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, et le Premier ministre néerlandais ,Jan Peter Balkenende, se sont montrés optimistes, le 30 mai, sur les chances de parvenir à un accord sur un nouveau traité, malgré les divergences au sein de l'UE. Jan Peter Balkenende s'est déclaré favorable à un "traité amendé (...) qui nous permette de prendre certains aspect du traité constitutionnel et de modifier ou amender le texte rédigé par le passé". Il a rappelé la position des Pays-Bas: "Nous voulons que les parlements nationaux jouent un rôle plus important et que soient pris en compte des critères en matière d'adhésion nouvelle à l'Union européenne". Le chef du gouvernement espagnol a souligné "une volonté d'accord" entre La Haye et Madrid. Le gouvernement espagnol est attaché à ce que la substance de la Constitution soit en grande partie conservée, notamment en ce qui concerne les compétences communautaires en matière de justice, police, diplomatie et immigration.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Finlande

La Finlande souhaite une renégociation rapide de la Constitution européenne et un minimum de changements dans sa substance, en ligne avec la position de la présidence allemande de l'Union européenne, a indiqué le gouvernement finlandais. La Finlande milite pour qu'une éventuelle Conférence intergouvernementale (CIG) chargée de renégocier le texte ait "un ordre de mission clair et un calendrier court".

[Lire](#) _____ ▲

Grèce

Le Premier ministre grec, Costas Caramanlis, a souligné le 1er juin que son pays souhaitait la remise rapide sur les rails du traité constitutionnel européen avec le "moins de changements possibles". A l'issue d'un entretien avec son homologue hongrois Ferenc Gyurcsany, il a jugé que le blocage sur la Constitution découlant des non français et néerlandais en 2005 devait être levé, avec un calendrier précis, pour que "tout soit fini avant les prochaines élections européennes de 2009".

[Lire](#) _____ ▲

Allemagne :

[Réchauffement climatique](#)

Avant le sommet du G8 du 6 au 8 juin prochain, le gouvernement a appelé les Etats-Unis à assumer leurs responsabilités pour lutter contre le réchauffement climatique. La chancelière Angela Merkel a réaffirmé sa position en recevant, le 29 mai, la présidente de la Chambre des représentants américaine, Nancy Pelosi. Elle s'est félicitée du mouvement qui s'est emparé du Congrès américain en faveur d'une plus grande attention aux questions énergétiques et climatiques. Toutefois, la chancelière a reconnu le 3 juin qu'aucun objectif contraignant de réduction de CO2 n'était à attendre du prochain sommet du G8; elle a insisté sur la nécessité que tous les pays du G8, y compris les Etats-Unis, contribuent aux négociations sous la houlette de l'ONU.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Bulgarie :

[Démissions](#)

Le Premier ministre bulgare, Serguei Stanichev, a été obligé de se séparer, le 2 juin, des ministres de l'Economie et de l'Energie, Roumen Ovtcharov, vice-président du parti socialiste, et de la Justice, Guéorgui Petkanov, pour manifester sa volonté de combattre tout soupçon de corruption dans ses rangs à moins d'un mois de la publication d'un rapport crucial de la Commission européenne sur son pays.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

France :

[Union méditerranéenne](#)

Le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet, a évoqué le 1er juin le projet de création d'une Union méditerranéenne devant les responsables du Forum méditerranéen, enceinte informelle regroupant onze Etats du nord et du sud de la mer Méditerranée.

[Lire](#) _____ ▲

[OMC-Agriculture](#)

Le président français, Nicolas Sarkozy, a assuré, le 29 mai, lors d'une rencontre avec des agriculteurs, que "la France mettra son veto" lors des négociations commerciales de l'Organisation mondiale du commerce si les intérêts agricoles français étaient menacés. "S'il y a des efforts à faire que tout le monde le fasse" a-t-il déclaré poursuivant "Pour l'instant je ne vois pas les efforts que sont disposés à faire les Etats-Unis" citant également l'Inde et le Brésil. Un message relayé à Bruxelles par Peter Mandelson, commissaire européen au Commerce et négociateur pour le compte de l'Union européenne, qui a indiqué "Si les autres ne peuvent pas faire un effort proportionné à l'offre européenne, je n'aurai pas d'autre alternative que de revoir ce que l'Europe a mis sur la table".

[Lire](#) _____ ▲

[TGV Est](#)

Inauguré le 15 mars dernier, le TGV Est européen entrera en service le 10 juin prochain. Il offrira plus de 130 nouvelles relations directes et reliera entre eux quatre pays européens : la France, l'Allemagne, la Suisse et le Luxembourg. Paris sera relié à grande vitesse (320 km/h) à 20 villes du Grand Est et une dizaine de destinations internationales.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Lituanie :

[Défense antimissile](#)

Le ministre lituanien de la Défense, Juozas Olekas, a annoncé, le 30 mai, que son pays est prêt à accueillir un système de défense antimissile sur son territoire, sous l'égide de l'OTAN, au risque d'exaspérer la Russie qui dénonce "l'expansionnisme" américain et l'atlantisme à ses frontières. Il a assuré que de tels systèmes de défense, comme les éléments du bouclier antimissile américain qui doivent être déployés en Pologne et en République tchèque, ne seraient pas dirigés contre la Russie. "Ils constituent une garantie de stabilité dans la région", a-t-il déclaré.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

République tchèque :

Déficit public

Ayant examiné le programme de convergence de la République tchèque, la Commission a recommandé au Conseil, le 30 mai, de conclure que le pays n'avait pas pris de mesures suffisantes pour maîtriser ses finances publiques et, partant, n'était pas en bonne voie pour corriger son déficit excessif d'ici 2008. Cette recommandation devrait être adoptée par le Conseil le 10 juillet, en même temps qu'un avis sur le programme de convergence actualisé de la République tchèque. Selon Joaquin Almunia, Commissaire européen en charge des affaires économiques et monétaires, "Dans son programme de convergence actualisé, la République tchèque repousse les mesures prévues pour corriger le déficit excessif, en dépit du fait qu'en 2006, le déficit était déjà inférieur à 3 % et malgré une croissance économique plus forte que prévu".

[Lire](#) _____ ▲

Roumanie :

Appel à démission

Le président roumain, Traian Basescu, a appelé, le 30 mai, à la démission du gouvernement libéral de Calin Tariceanu et à l'organisation d'élections législatives anticipées, lors d'une allocution devant le Parlement. "Au vu du résultat du référendum du 19 mai, où 75% des électeurs ont voté contre la destitution du président, la seule solution honnête consiste en la démission du gouvernement et l'organisation d'élections anticipées", a-t-il indiqué.

[Lire](#) _____ ▲

Russie :

Traité FCE

Lors d'un entretien le 30 mai à Moscou avec le Premier ministre portugais José Socrates, le président russe Vladimir Poutine a exprimé son souhait de renforcer la coopération stratégique entre l'UE et la Russie au cours de la présidence portugaise. La veille, il demandait aux Pays-Bas, dépositaire désigné du traité sur les Forces conventionnelles en Europe (FCE), de convoquer une conférence extraordinaire du 12 au 15 juin à Vienne pour réviser le traité. "La Russie espère que cette conférence extraordinaire discutera sérieusement de la situation. Nous espérons que nos partenaires feront preuve de volonté politique dans la recherche d'une solution acceptable par tous qui permette d'en finir avec la crise du traité sur les Forces conventionnelles en Europe". Vladimir Poutine avait déjà annoncé un moratoire sur l'application de ce traité, que la Russie considère comme une nouvelle provocation après l'élargissement à l'Est de l'OTAN en 1999 et 2004.

[Lire](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Missiles pointés vers l'Europe?

Le 4 juin, dans une interview commune à plusieurs journaux, le président russe, Vladimir Poutine, a réitéré son opposition au déploiement par Washington d'un système de défense antimissile en Europe centrale et menacé de pointer à nouveau des missiles russes vers l'Europe occidentale. "Si le potentiel nucléaire américain s'étend sur le territoire européen, nous devons prendre de nouvelles cibles en Europe (...) Il revient à nos militaires de définir ces cibles tout comme de choisir entre missiles balistiques et missiles de croisière (...) Nous voulons rééquilibrer les instruments de défense avec des outils offensifs plus efficaces, mais nous savons que cela risque de relancer une course aux armements, dont nous ne serions cependant pas responsables", a déclaré le président russe.

[Lire](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Serbie :

Coopération avec le TPIY?

Le gouvernement serbe a annoncé, le 31 mai, la création d'un Conseil de sécurité nationale et d'un Conseil de coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie(TPIY), à quelques jours de la visite à Belgrade de la procureur du TPIY, Carla Del Ponte, chargée d'évaluer la coopération des autorités serbes avec ses services. Le 30 mai était annoncée l'arrestation du général bosno-serbe, Zdravko Tolimir, recherché pour crimes de guerre lors des conflits dans les Balkans.

[Lire](#) _____ ▲

Turquie :

[Mode de scrutin présidentiel](#)

Les députés turcs ont adopté, le 31 mai, par 370 voix pour, 21 contre et une abstention lors d'un vote final, la réforme constitutionnelle permettant l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel. Ils ont ainsi confirmé leur vote du 28 mai dernier sur la réforme constitutionnelle prévoyant l'élection du président au suffrage universel à deux tours pour un mandat de 5 ans, renouvelable une fois (ce mandat est actuellement de 7 ans). Après ce vote, il reste au président turc Ahmet Necdet Sezer deux options: soit promulguer la loi ; soit en appeler au peuple par référendum.

[Lire](#) _____ ▲

Ukraine :

[Fin de la crise?](#)

Le Parlement ukrainien a adopté, le 1er juin, la totalité des textes permettant l'organisation des élections législatives anticipées le 30 septembre, ce qui devrait ouvrir la voie à un règlement de la crise politique qui secoue l'Ukraine depuis deux mois. Les députés ont adopté une loi électorale, des amendements budgétaires pour financer l'organisation du scrutin et se sont mis d'accord sur la nouvelle composition de la Commission électorale centrale. Ces votes parachèvent un accord conclu entre le président Viktor Iouchtchenko et le Premier ministre Viktor Ianoukovitch pour sortir de la crise déclenchée début avril par la dissolution du Parlement.

[Lire](#) _____ ▲

ONU :

[Kosovo](#)

Le projet amendé de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur le statut du Kosovo "ne convient pas" à la Russie, a déclaré, le 1er juin, Mikhaïl Kamynine, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères. Pourtant, ce projet amendé est une concession à la Russie, a estimé le Premier ministre du Kosovo, Agim Ceku, ajoutant que les changements apportés étaient acceptables pour les Albanais de la province.

[Lire](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Agence européenne des produits chimiques :

[Entrée en vigueur](#)

La nouvelle législation européenne des produits chimiques, REACH (enregistrement, évaluation, autorisation et restrictions relatifs aux produits chimiques, en anglais "Registration, Evaluation, Authorisation and restrictions of Chemicals") est entrée en vigueur le 1er juin, comme la nouvelle Agence européenne des produits chimiques (ECHA) établie à Helsinki. Le règlement REACH améliorera de manière significative la protection de la santé humaine et de l'environnement tout en encourageant l'innovation et en préservant la compétitivité de l'industrie chimique de l'UE.

[Lire](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Eurobaromètre :

[Don d'organe](#)

Selon une étude Eurobaromètre publiée le 30 mai, 8 Européens sur 10 sont favorables à la carte de donneur d'organes, même si seulement 12% en possèdent une. L'étude révèle aussi que 56% des Européens sont disposés à faire don d'un organe après leur mort; ce taux est de 77% chez ceux qui ont discuté de cette question en famille. Mais seulement 41% des Européens en ont parlé avec leurs proches. Par comparaison avec une étude similaire réalisée en 2002, le pourcentage des Européens qui seraient prêts à faire don des organes d'un être cher décédé a augmenté de huit points, s'élevant à 54%. Dans une communication adoptée le 30 mai, la Commission européenne propose des actions pour le renforcement de la coopération entre les États membres dans le domaine des dons et transplantations d'organes et annonce son intention d'élaborer une directive européenne établissant des normes de qualité et de sécurité pour les dons d'organes. Elle lance également l'idée d'une carte de donneur européenne.

[Lire](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#) _____ ▲

Eurostat :

Chômage

Selon les chiffres publiés par Eurostat le 1er juin, le taux de chômage s'est établi à 7,1% en avril 2007 dans la zone euro, contre 7,2% en mars et 8,0% en avril 2006. Dans l'UE, le taux de chômage s'est élevé à 7,1% en avril 2007, contre 7,2% en mars et 8,0% en avril 2006. En avril 2007, les taux les plus bas ont été enregistrés aux Pays-Bas (3,3%), au Danemark (3,4% en mars) ainsi qu'en Irlande (4%). Les taux de chômage les plus élevés ont été observés en Pologne (11,2%) et en Slovaquie (10,5%). 22 États membres ont enregistré une baisse de leur taux de chômage sur un an, 4 ont enregistré une hausse, tandis que le taux de chômage est resté stable en Roumanie. Les diminutions les plus importantes ont été observées en Estonie (de 6,3% à 4,7%), en Slovénie (de 6,4% à 4,8%) et en Slovaquie (de 13,8% à 10,5%). Les augmentations les plus importantes ont été enregistrées en Hongrie (de 7,3% à 8,2%) et au Portugal (de 7,6% à 8%).

[Lire](#) 

PIB

Selon les premières estimations publiées par Eurostat le 1er juin, le PIB de la zone euro et celui de l'UE ont augmenté, au cours du 1er trimestre 2007, de 0,6% par rapport au trimestre précédent alors qu'au 4e trimestre 2006, les taux de croissance avaient été de +0,9% tant dans la zone euro que dans l'UE. Au 1er trimestre 2007, la dépense de consommation finale des ménages a diminué de 0,1% dans la zone euro et est restée inchangée dans l'UE, les investissements ont respectivement progressé de 2,5% et 2,6% tandis que les exportations ont crû de 0,3% dans les deux zones (après +3,5% et +2,9%). Les importations ont augmenté de 1,6% dans la zone euro et de 1,3% dans l'UE.

[Lire](#) 

Comptes des secteurs institutionnels

Selon les chiffres publiés par Eurostat le 1er juin, au 4e trimestre 2006, le taux d'épargne brut des ménages s'est établi à 13,7% dans la zone euro et à 11% dans l'UE. Le taux d'investissement des sociétés non financières s'est élevé à 22% dans la zone euro et à 21,5% dans l'UE. Enfin, la part des profits dans la valeur ajoutée des sociétés non financières s'est élevée à 39,6% dans la zone euro et à 37,8% dans l'UE. Ces données, publiées pour la première fois, fournissent une vue d'ensemble de la zone euro et de l'UE en tant qu'entités économiques et permettent une série d'analyses des interactions entre les ménages, les entreprises financières et non financières et les administrations publiques. Ces comptes retracent les interactions de la zone euro et de l'UE avec le reste du monde.

[Lire](#) 

Rapports :

Contrefaçon

Les statistiques publiées le 31 mai par la Commission européenne montrent que le nombre d'articles contrefaits ou piratés saisis aux frontières extérieures de l'UE en 2006 a augmenté de manière significative malgré l'activité des autorités douanières qui n'a jamais été aussi intense. Plus de 36 000 saisies ont été effectuées, soit une augmentation de 40% par rapport à 2005. Les fonctionnaires des douanes ont saisi plus de 250 millions d'articles contrefaits ou piratés en 2006 contre 75 millions en 2005 et 100 millions en 2004. Ces falsifications continuent d'être opérées sur de grandes quantités de médicaments, cigarettes et autres produits susceptibles de nuire gravement à la santé des consommateurs. La modification des itinéraires qu'empruntent les trafiquants pour commercialiser les produits d'imitation, le recours à Internet et le transport de petites quantités de marchandises par voie aérienne ou postale sont autant de facteurs qui accroissent encore la difficulté du travail des douaniers.

[Lire](#) 

Cohésion économique et sociale

Selon les conclusions du 4e rapport sur la cohésion économique et sociale publié par la Commission européenne le 30 mai, la politique de cohésion a eu des conséquences tangibles et positives sur le développement des régions, mais elle va se voir confrontée à d'autres problèmes dans les années à venir. Ce rapport contient une analyse détaillée de la situation des régions sur le triple plan du produit intérieur brut, de la

productivité et de l'emploi, il recense les difficultés à prévoir et fournit une première évaluation des effets de la politique de cohésion européenne pour la période de programmation 2000-2006 et des préparatifs de la nouvelle période (2007-2013). Ce rapport s'accompagne par ailleurs de dix questions visant à amorcer la discussion, à l'intérieur comme à l'extérieur des institutions européennes, sur l'avenir de la politique de cohésion.

[Lire | Autre lien](#)

Eaux de baignade

Le rapport annuel sur les eaux de baignade a été présenté le 31 mai par la Commission européenne. Il montre qu'en 2006 la majorité des sites de baignade respectait les normes d'hygiène communautaires. Le pourcentage des eaux de baignades présentant des valeurs conformes aux valeurs impératives est de 96% pour les zones côtières et de 89% pour les sites aménagés dans les rivières et les lacs. En 2006, 21 094 zones de baignade au total ont été contrôlées.

[Lire | Autre lien](#)

Agenda

3-10 juin

Semaine européenne de la jeunesse

5 juin

Sommet UE-Japon

5-6 juin

Conseil "Economie-Finances"

6-7 juin

Session plénière du Parlement européen à Bruxelles

6-8 juin

Conseil " Transports, télécommunications et énergie"

6-8 juin

Sommet du G8

10 juin

Elections législatives - Belgique

Elections législatives - France (1er tour)

11 juin

Conseil Agriculture et Pêche

Suggestions

[Inscrivez-vous](#) / [Désabonnement](#)

Rédacteurs : Thierry Chopin, Mathilde Durand,
Hélène Gourlet, Sandrine Mor, Claire Perrodon, Xavier-Alexandre Reliant

Rédacteur en chef : Hélène Gourlet
Directeur de la publication : Pascale Joannin

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.